



Vive le PCF (mlm) !

La CGT de la période syndicaliste révolutionnaire (1895-1914)

L'origine : un état d'esprit syndicaliste révolutionnaire

Il n'est pas possible de comprendre la fondation de la Confédération Générale du Travail, sa culture et son organisation tout au long de son histoire, sans saisir la nature du syndicalisme révolutionnaire qui lui a donné naissance et a façonné sa matrice.

Le syndicalisme révolutionnaire est une démarche historiquement extrêmement puissante en France ; on peut dire qu'elle a formé intellectuellement, moralement et culturellement la classe ouvrière française, tout comme le marxisme de la social-démocratie a fait de même pour la classe ouvrière allemande.

Concrètement, les socialistes français étaient fascinés par l'ampleur du développement du mouvement ouvrier allemand. Cependant, sa dimension organisée lui semblait incompréhensible, car elle s'appuyait sur des ressorts théoriques. La social-démocratie allemande fonctionnait suivant une théorie, des principes idéologiques normatifs, sous l'impulsion du marxisme.

Cela impliquait une dimension stratégique. Or, le parcours français avait été celui de la révolution française, d'abord à la fin du 18^e siècle, puis au début du 19^e siècle avec les crises successives, et cela jusqu'en 1848. Puis, il y eut un moment de crise générale avec la Commune de Paris en 1871, et sa défaite avait amené la dispersion de l'ensemble des forces.

A cela s'ajoute le faible développement du capitalisme, impliquant le maintien d'un capitalisme local et artisanal, notamment à Paris.

Les socialistes français ont ainsi l'habitude de vouloir s'impliquer dans un mouvement de masses de nature turbulente, dans des soulèvements, dans des fractions populaires au sein des soulèvements, etc.

A cela s'ajoute l'importance également de la petite-bourgeoisie, dont l'anarchisme de petit propriétaire de Pierre-Joseph Proudhon est tout à fait représentatif.

La conception programmatique de la social-démocratie allemande semblait donc aux socialistes français une sorte de simulacre intellectualisant pour pactiser avec l'État, un simple prétexte à l'opportunisme ; le marxisme, quant à lui, était inconnu ou incompris et au mieux résumé à des remarques « matérialistes historiques ».

L'article « Les dangers du parti socialiste allemand », qu'on trouve dans la revue bi-mensuelle

internationale *Le mouvement socialiste*, dirigée par Hubert Lagardelle, est ici tout à fait représentatif de ce point de vue.

Écrit par l'Allemand Robert Michels qui sympathise justement avec la tendance « à la française », il parle du congrès international socialiste d'Amsterdam de 1904. Son point de vue est celui de la tendance se formant précisément cette année-là, et qui prendra le nom de « syndicalisme révolutionnaire ».

« Lorsque la salle du Congrès d'Amsterdam retentit sous les accusations que Jaurès jetait à la face des socialistes allemands, il dût y en avoir beaucoup, parmi nos camarades de tous les pays qui, en entendant ce réquisitoire, se dirent : « Quel dommage que de telles vérités sortent d'une telle bouche ! »

Ce n'était précisément pas à Jaurès qu'il appartenait, en effet, de jouer le rôle d'accusateur public contre l'opportunisme, et de traîner ce dernier à la barre ! Mais la déposition sur un vol commis peut-être vraie même dans la bouche du voleur. Les attaques de Jaurès, étranges de la part d'un tel homme, n'en étaient pas moins fondées.

La « conquête du pouvoir » est sans doute chose trop difficile, pour que même avec trois millions de voix, le socialisme allemand n'ait pu songer à la tenter.

Mais si un parti, qui dispose d'une telle puissance électorale est à ce point incapable d'opérer le moindre changement; si un tel parti reste à l'état de microcosme, si non invisible du moins négligeable et impuissant à influencer même l'État dans un sens libéral, il donne par là le signe manifeste d'une désastreuse stérilité, d'un manque de forces à peine croyable pour tous ceux qui ignorent l'histoire du parti socialiste allemand et du milieu où il évolue (...).

La grève générale? La grève militaire? — De semblables conceptions n'ont guère l'oreille des socialistes allemands. Les controverses fameuses entre Liebknecht et Nieuwenhuis sont encore trop fraîches dans les mémoires. En Allemagne, on qualifie d'« utopie » la grève générale militaire (...).

Un État bourgeois fort a toujours comme pendant un prolétariat faible, et un prolétariat faible rend l'État fort. Un acte politique vigoureux exige des masses énergiques et révolutionnaires. Pour que soit assuré le succès d'un mouvement de masses comme la grève générale, il manque au prolétariat allemand un facteur essentiel : la colonie courageuse de l'action, le ferment révolutionnaire.

La faute en est à nous seuls. Nous ne disposons pas de nos masses, — pas même des 300.000 adhérents à notre parti. Ceux-ci — ce n'est plus un secret pour personne — ne se mettraient pas en branle, pour un grand mouvement.

Nos masses sont paresseuses et inaptées à l'action, parce que l'éducation que leur a donnée le parti socialiste allemand est plutôt politique, et même diplomatique, que socialiste et morale (...).

La vérité, c'est que le prétendu radicalisme du socialisme allemand ne s'occupe plus de créer des personnalités socialistes, des consciences socialistes. Il en est ainsi partout, en France et en Italie, comme en Allemagne.

Le parlementarisme tue le socialisme envisagé sous ses aspects les plus profonds, en lui substituant un socialisme politicien unilatéral. Les hommes de cœur et de pensée, qui sont dans nos rangs, voient disparaître avec tristesse tout le côté idéaliste de notre système d'idées.

Autrefois le socialisme était une foi, un sentiment qui prenait l'homme tout entier et le déterminait dans tous les actes de sa vie (...).

Le parlementarisme envahit tout. »

Toutes les thèses syndicalistes révolutionnaires sont ici résumées. La constitution d'un mouvement ouvrier organisé sur une base politique aboutirait à la formation d'une caste bureaucratique s'articulant autour du parlementarisme. Or, le socialisme serait une foi, et par conséquent il serait anéanti par un tel phénomène.

Il s'agirait donc en retourner à une position d'affrontement direct, avec une sorte d'ouvrier s'assumant guerrier. Georges Sorel élaborera de manière approfondie cette théorie au cœur du syndicalisme révolutionnaire, notamment avec ses *Réflexions sur la violence*.

La CGT sera organisée comme structure de lutte portant cette démarche et s'imaginant comme une contre-société. *La CGT n'a jamais été conçu comme un « syndicat », mais comme un syndicat - société.*

Élitisme et rejet de la politique

Robert Michels, Allemand s'alignant sur les positions du syndicalisme à la française au début du XXe siècle, prolongera sa critique de la social-démocratie allemande en adhérant au fascisme italien. Cette trajectoire est commune aux principaux théoriciens du syndicalisme révolutionnaire. La raison en est leur échec à produire un mouvement révolutionnaire de masse « pur ».

Deux directions furent alors prises. Il y eut soit l'ajout du nationalisme comme moteur de mobilisation des masses, soit la conception élitiste de la société.

Robert Michels théoriserait ainsi une prétendue loi d'airain de l'oligarchie. Il y aurait toujours une minorité qui dirige, les masses étant selon lui par définition inertes. Si pour lui la démocratie est meilleure qu'une « sélection » héréditaire des dirigeants, la conception fasciste d'une élite née dans le combat, se renouvelant, lui convint parfaitement.

Cette tendance est irrépressible chez tous les syndicalistes révolutionnaires. Victor Griffuelhes, qui fut secrétaire général de la Confédération Générale du Travail (CGT) de 1901 à 1909, soutint la « défense nationale » en 1914. Il en va de même pour Émile Pouget, grand théoricien du « sabotage » comme moyen d'action et éminente figure de la CGT, qui cessa même toute activité en 1914, achetant un terrain dans le sud de Paris pour y bâtir une maison.

Hubert Lagardelle devint ministre du Travail du régime de Vichy. Édouard Berth fut un acteur majeur des *Cahiers du Cercle Proudhon* fondés en 1911 avec des cadres de l'extrême-droite monarchiste, pour une synthèse « nationale » et « sociale ».

C'était là l'aboutissement de toute une conception spécifiquement française, que Victor Griffuelhes résume parfaitement en affirmant :

« Le syndicalisme français se caractérise par l'action spontanée et créatrice... Cette action n'a pas été commandée par des formules et des affirmations théoriques quelconques. Elle n'a pas été davantage une manifestation se déroulant selon un plan prévu par nous d'avance. »

À l'opposé du syndicalisme allemand, mis en place par la social-démocratie, le syndicalisme français est né sur le terrain des luttes sociales, avec une confrontation aux forces de répression aboutissant à un anti-Etatisme primaire. La politique et la théorie lui apparaissaient comme extérieures à sa propre démarche.

Là où le marxisme raisonne en termes *de théorie et de conscience*, le syndicalisme révolutionnaire conçoit en termes *de vitalité et d'action*.

Le syndicalisme révolutionnaire est ainsi un mouvement strictement parallèle à la social-démocratie, avec une farouche détestation. Lorsque la social-démocratie allemande, à son congrès de septembre 1906, récuse la « grève générale » comme solution à tous les problèmes, le syndicalisme français en fait l'alpha et l'oméga de sa démarche, avec la Charte d'Amiens votée en octobre 1906 au congrès de la CGT, avec 830 voix sur 839.

En voici le texte :

« La C.G.T. groupe en dehors de toute école politique tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat.

Le congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte des classes qui oppose sur le terrain économique les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière.

Le congrès précise par les points suivants cette affirmation théorique :

Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicat poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc.

Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme, il prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera dans l'avenir le groupe de production et de répartition, base de la réorganisation sociale...

Le congrès déclare que cette besogne quotidienne et d'avenir découle de la situation des salariés, qui pèse sur la classe ouvrière et qui fait à tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions ou tendances politiques ou philosophiques, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat.

Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le congrès affirme l'entière liberté, pour le syndiqué, de participer en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander en réciprocité de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors.

En ce qui concerne les organisations, le congrès déclare qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre en toute liberté la transformation sociale. »

Il ne faut pas se leurrer : au moment de l'adoption de la charte, la CGT s'appuie sur 200 000 membres seulement, sur six millions de travailleurs. C'est une démarche élitiste, avec une prime au plus virulent, au plus véhément, caractéristique du syndicalisme révolutionnaire.

Il y a l'idée d'une « méthode » qui serait « pure ». La récupération de celle-ci par le fascisme à la prétention « nationale » et sociale » n'en est que plus cohérent. On a d'ailleurs les germes menant à l'effondrement en 1914, avec le passage dans la soumission au nationalisme sur le plan culturel et par fascination pour la « mobilisation » populaire.

Mais, ce qui est plus important au sens strict pour comprendre la Confédération Générale du Travail, c'est qu'il y a le principe élaboré en France du syndicat comme contre-société. *Pour la CGT, l'histoire est l'histoire de la lutte syndicale.*

Syndicats et bourses du travail

La Charte d'Amiens n'est nullement tombée du ciel. Dès sa fondation en 1895, la Confédération Générale du Travail (CGT) précise dans ses statuts :

« Les éléments constituant la Confédération générale du travail devront se tenir en dehors de toute école politique. La C.G.T. a exclusivement pour objet d'unir, sur le terrain économique et dans les liens d'étroite solidarité, les travailleurs en lutte pour leur émancipation intégrale. »

L'amendement est voté par 124 voix contre 14, avec 6 abstentions. Ont voté en ce sens les anarchistes, les réformistes, les socialistes allemanistes, les socialistes partisans d'Edouard Vaillant ; seuls les guesdistes s'y sont opposés.

La révision des statuts en 1902 ne modifie pas l'axe anti-politique :

« La Confédération générale du travail a pour but: le groupement des salariés pour la défense de leurs intérêts moraux et matériels, économiques et professionnels. Elle groupe, en dehors de toute école politique) tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat.

Nul ne peut se servir de son titre de confédéré ou d'une fonction de la fédération dans un acte électoral politique quelconque. »

La Charte d'Amiens ajoute simplement une dimension violemment offensive à cette perspective anti-politique, car il y avait eu en 1905 la fondation du Parti socialiste Section Française de l'Internationale Ouvrière, qui s'alignait au moins en partie sur la social-démocratie allemande rejetant la grève générale.

Le Parti socialiste SFIO sera toujours extrêmement prudent et cherchera toujours à ménager autant que possible la susceptibilité de la CGT. Néanmoins, c'est contre lui que la CGT, à partir de 1910, utilise la Charte d'Amiens comme véritable outil intellectuel-conceptuel anti-politique.

La source de cette ligne remonte à loin, bien avant de devenir une affirmation idéologique, sous la forme du syndicalisme révolutionnaire. *Cela procède de la naissance du mouvement revendicatif en France.*

Deux mouvements se forment en parallèle, historiquement. Il a d'un côté l'éclosion de syndicats locaux, s'unissant par branches et formant une *Fédération Nationale des Syndicats* en 1886. Les partisans de Jules Guesde jouent ici un rôle essentiel.

Il y a ensuite un mouvement interprofessionnel formant des « bourses du travail » s'unissant en une *Fédération des Bourses du Travail* en 1892.

Les bourses du travail consistaient en des lieux fournis par les municipalités aux syndicats pour disposer de bureaux, de salles de réunions, de bibliothèques.

Le tournant a lieu en 1894. Les guesdistes, tournés au moins relativement vers la social-démocratie allemande et soucieux en tout cas de centralisation, sont battus par les fédéralistes au congrès de Nantes de la Fédération Nationale des Syndicats.

Le congrès de Nantes invite également les autres structures syndicales à son prochain congrès. Ce dernier se transforme alors, comme la Fédération des Bourses du Travail accepte l'invitation, le 7^e *congrès national des chambres syndicales, groupes corporatifs, fédérations de métiers, unions et bourses du travail.*

Ce congrès se déroule à Limoges fin septembre 1895 avec 75 délégués, ayant été mis en place par un comité national avec trois membres des deux fédérations et un représentant de chaque fédération d'industrie. C'est la naissance de la Confédération Générale du Travail (CGT).

Cela signifie que, dès le départ, le courant des « bourses du travail » et des fédéralistes l'emporte sur la ligne syndicaliste centralisée. A l'arrière-plan, on a la figure de Fernand Pelloutier (1867-1901).

C'est lui qui, en tant que secrétaire général de la Fédération des Bourses du travail, théorise avec le trésorier de la Fédération des Bourses du Travail, Henri Girard, la mise en perspective *syndicaliste révolutionnaire* avec l'ouvrage *Qu'est-ce que la grève générale ? (Leçon faite par un ouvrier aux docteurs en socialisme)*.

C'est également lui qui mena l'opération de présence anarchiste et syndicaliste révolutionnaire massive lors du congrès socialiste international de Londres de 1896, obligeant ce dernier à les expulser alors que les partisans de Jules Guesde s'étaient fait déborder au sein de la délégation

française.

C'est encore lui, surtout, qui maintient la Fédération des Bourses du travail au sein de la CGT : jusqu'en 1902, elle a ainsi tenu des congrès parallèles. Ce n'est qu'en 1902 que la Fédération est en tant que telle absorbée par le syndicat, qui alors dispose d'une double organisation, avec d'un côté les fédérations s'appuyant sur les professions et de l'autre les unions territoriales à quoi s'ajoutent les bourses du travail (celles-ci sont 57 en 1900, 110 en 1904, 157 en 1908).

On a ici la source précise de l'économisme propre au syndicalisme révolutionnaire. En effet, les bourses du travail ne sont pas considérées comme des lieux de rencontre, mais comme l'embryon de la société future, une contre-société devant finir par l'emporter en submergeant le capitalisme par la grève.

De plus, le maintien de structures territoriales forment des entités strictement parallèles à la direction, ce qui aboutit à un double pouvoir, permettant l'action quasi indépendante des uns et des autres, ce qui est formalisé par le statut de « confédération » du syndicat.

Personne n'est ici redevable de rien, puisque chaque structure est autonome ; il y a toujours moyen d'y trouver son compte dans un cadre ou un autre (local, territorial, ou bien fédéral, voire à la direction) et les congrès ne sont au sens strict que des établissements de rapports de force.

Enfin, dernier aspect terrible, la dimension interprofessionnelle fournit l'illusion permanente à une CGT minoritaire – 4-5 % des travailleurs grosso modo avant 1914 – qu'elle représente, en plus petit, l'ensemble des travailleurs, qu'elle est le pivot de tout ce qui se passe, que sa généralisation n'est qu'une question quantitative, elle seule fournissant la qualité décisive.

Le syndicalisme révolutionnaire se reproduit ainsi inlassablement dans le syndicat.

L'action directe substitutiste comme pratique

La pratique syndicaliste révolutionnaire est directement issue de la vision du monde des bourses du travail. Il ne faut pas penser que la démarche des bourses du travail disparaît une fois la Confédération Générale du Travail fondée : en réalité, elle se maintient.

Dans le *Journal des Correspondances*, organe officiel des syndicats affiliés à la commission syndicale du Parti Ouvrier Belge, on lit en septembre 1908 une présentation de la CGT française. Il y est expliqué que :

« Chaque syndicat est autonome. Il adhère, d'une part, à sa fédération de métier ou d'industrie, et, d'autre part, à son union locale (dénommée improprement Bourse du Travail). Cette double affiliation est strictement obligatoire.

Chaque fédération est autonome ; les décisions des Congrès généraux, qui se tiennent tous les deux ans, ne sont pas impératives ; ce ne sont que des indications générales, dont les fédérations et les syndicats s'inspirent dans la mesure qu'ils jugent opportune (...).

En dehors de tout principe théorique, ce fédéralisme extrême est rendu absolument indispensable par suite des anciennes rivalités, mal apaisées, et des différences de

conceptions philosophiques.

Mais il est indéniable que ces divergences – nées des luttes politiques d’antan – s’apaisent progressivement, et qu’un esprit confédéral commun se dégage peu à peu.

Cet esprit confédéral commun, qui se dégage non d’une théorie mais des faits de chaque jour, est ce que l’on a appelé le « syndicalisme révolutionnaire » (...).

Beaucoup d’encre a été versée au sujet de l’action directe. Question d’étiquette, assurément, car elle n’est autre que l’ensemble des moyens purement syndicaux, tels qu’ils sont employés dans tous les pays.

L’originalité de l’Action Directe est peut-être la conception philosophique qui est à sa base, selon laquelle la Force est le fondement du Droit. »

Le syndicalisme français de la Confédération Générale du Travail a ainsi maintenu à travers son développement sa double structure, à la fois par fédération professionnelle et par union locale / départementale ; il y a une répartition de l’identité et de la pratique syndicales qui est issue de cette structuration.

En effet, si la *pratique* est celle de la fédération professionnelle, l’*identité* est celle de l’union locale, départementale, etc., qui est quant à elle interprofessionnelle. Il y a ainsi une pratique économiste *locale* et un imaginaire *de portée générale*.

Cette incohérence explique la vision que la CGT a d’elle-même, ainsi que sa démarche de « minorité agissante ».

Émile Pouget (1860-1931), figure du mouvement ayant notamment écrit sur le sabotage, explique la chose suivante dans sa brochure *La confédération générale du travail* :

« Le groupement des syndicats d’une même ville s’est fait plus spontanément que le groupement fédéral corporatif, rayonnant sur toute la France. Il a d’ailleurs été facilité par l’appui de municipalités, qui, avec une arrière-pensée politique, ont donné locaux et subventions à ces agglomérats de syndicats.

Ces institutions nouvelles ont pris le titre de Bourses du Travail. Les municipalités avaient espéré que ces organisations limiteraient leur action au terre-à-terre corporatiste et avaient escompté par leurs largesses, s’attirer la reconnaissance des syndicats, s’en faire une clientèle électorale.

Or, la Bourse du Travail est, en devenir, l’organisme qui, dans une société transformée, où il n’y aura plus possibilité d’exploitation humaine, se substituera à la municipalité. »

On est ici dans une fiction : il y a une lutte terre à terre, le plus local, le plus élémentaire, mais il y a l’imagination d’en même temps lutter au niveau le plus général. Cette fiction tient au caractère interprofessionnel, qui sert de masque général à une réduction de la lutte au particulier.

De fait, le syndicalisme révolutionnaire n’a jamais produit d’analyse de la société, d’analyse culturelle, d’analyse économique, ni même de plan syndical pour la gestion de la société toute

entière. Il n'a jamais dépassé le niveau :

- d'un discours antipolitique systématique focalisé sur l'anticommunisme ;
- d'une démarche classiquement syndicale avec la mise en avant d'un mythe mobilisateur : la grève générale.

Ainsi, c'est le syndicalisme le plus traditionnel qui est réalisé, mais il y a une imagerie ultra-révolutionnaire.

Si ce syndicalisme traditionnel est cependant appelé « action directe » lorsqu'il parvient à donner naissance à un mouvement, c'est qu'il aiderait prétendument les travailleurs directement, à leur niveau, et donc les unifierait en tant que classe. Victor Griffuelhes, alors qu'il vient de quitter la fonction de secrétaire de la CGT en 1909, explique dans sa brochure *Le syndicalisme révolutionnaire* que :

« À la confiance dans le Dieu du prêtre, à la confiance dans le Pouvoir des politiciens inculquée au prolétaire moderne, le syndicalisme substitue la confiance en soi, à l'action étiquetée tutélaire de Dieu et du Pouvoir il substitue l'action directe – orientée dans le sens d'une révolution sociale – des intéressés, c'est-à-dire des salariés (...).

Le syndicalisme, répétons-le, est le mouvement, l'action de la classe ouvrière ; il n'est pas la classe ouvrière elle-même.

C'est-à-dire que le producteur, en s'organisant avec des producteurs comme lui en vue de lutter contre un ennemi commun : le patronat, en combattant par le syndicat et dans le syndicat pour la conquête d'améliorations, crée l'action et forme le mouvement ouvrier. »

C'est là une conception authentiquement substitutiste. C'est l'action qui formerait le mouvement la classe ouvrière, celle-ci consistant ici uniquement en un stock de ressources pour une initiative idéaliste-volontariste.

Le syndicalisme révolutionnaire, c'est ainsi le syndicaliste en « mouvement », en « action ». Comme il n'y a pas de médiation politique ou culturelle, cette action est immédiate, elle est « directe ». Elle s'imagine comme ayant une portée générale, car l'identité passe par les unions locales, départementales, les bourses du travail.

C'est une illusion complète aveuglant ses partisans qui s'auto-intoxiquent comme menant un travail d'ampleur et de profondeur, alors que c'est du simple syndicalisme.

Une structure indépendante para-syndicale

La Confédération Générale du Travail n'est à ses yeux pas qu'un syndicat ; en raison des Bourses du travail, elle se considère comme le laboratoire de la société future. Le paradoxe est pourtant que ce sont les municipalités qui fournissent les bâtiments et que ces Bourses accompagnent l'évolution du capitalisme, puisqu'elles sont formées là où une industrie puissante se développe.

Les Bourses du travail apparaissent ici comme des tampons produits par le capitalisme lui-même au

moyen de la bourgeoisie la plus avancée, soucieuse d'encadrement. La conception même d'une Bourse du travail fut d'ailleurs élaborée principalement par Gustave de Molinari (1819-1912), un économiste belge d'orientation libérale cherchant à mettre en place un lieu de rencontre de l'offre et de la demande d'emploi.

Il fonda à cette occasion le journal *Bourse du travail* en 1857. Les socialistes français, d'orientation proudhoniste, fédéraliste, anarchiste, n'ont fait que reprendre le principe pour le détourner dans un sens corporatiste-revendicatif. Aristide Briand, figure à l'origine des Bourses du travail, deviendra ensuite l'une des plus grandes figures du réformisme et proposera justement le principe du contrat collectif supervisé par les syndicats.

Qui plus est, la CGT bascula justement dans le réformisme sous la pression de la cessation des subventions municipales aux Bourses du travail (Dijon et Limoges en 1906, Agen, Châlon sur Marne, Châteauroux, Lons-le-Saunier, Issoudun, La Pallice, Marmande, Villeneuve-sur-Lot, Nancy, Périgueux en 1907, Calais en 1908, Lorient, Saint-Malo, Saint-Nazaire en 1909), voire de leur fermeture (Brest, Caen et Oran en 1906).

On a ainsi une installation réformiste-sociale avec l'idée d'un lieu de rencontre pour les embauches, ensuite une phase d'occupation contestataire dans un esprit anarchiste, puis finalement une remise à zéro des compteurs, le « réalisme » l'emportant.

C'est cette dynamique qui fait que la CGT a, jusqu'en 1914, deux tendances principales en son sein : les partisans de l'anarchisme et les réformistes. C'est d'autant plus vrai que le taux de syndicalisation est terriblement faible en France et que les ressources matérielles dépendent de la quête d'un rapport constructif avec les municipalités finançant les Bourses du travail.

Pire encore sur le plan des moyens et de l'ampleur, à sa fondation, la CGT n'a initialement pas comme membre ni la Fédération des mineurs, ni celle des ouvriers du tabac, ni celle des travailleurs de la marine.

Quant au niveau interne d'organisation, il est pathétique. En 1896, la CGT dispose de 31 groupes, mais seulement 4 fournissent la cotisation normale, 7 le dixième de la cotisation normale, les autres riens et 7 ne maintiennent même plus de contact. Il y aura également quatre secrétaires les six premières années, avec une grande instabilité dans la direction. À cela s'ajoute le refus de permanents : en 1909, ils ne sont que quatre.

La CGT, à sa fondation, c'est en réalité surtout le syndicat du livre et le syndicat national des travailleurs des chemins de fer de France et des colonies. Son existence est parallèle à ceux des socialistes, qui eux sont occupés à aller dans le sens de leur unification dans le Parti socialiste Section Française de l'Internationale Ouvrière.

Elle est également parallèle l'organisation de mutuelles de santé, nécessaires en raison de l'absence de sécurité sociale : la Fédération nationale de la mutualité française fondée en 1902 rassemble rapidement trois millions d'adhérents.

La CGT vit ainsi à l'écart tant de la politique des réseaux d'entraide populaire, assumant une posture syndicaliste révolutionnaire ouverte. En 1898, Fernand Pelloutier pouvait encore affirmer la

chose suivante, typiquement représentative du caractère anti-Etatiste jusqu'aboutiste du syndicalisme révolutionnaire :

« Comment les ouvriers qui ont accepté la lutte des classes viennent-ils demander des retraites à la société capitaliste ? Nous avons lutté depuis si longtemps pour faire comprendre aux ouvriers à travailleur eux-mêmes à leur bien-être naturel, et aujourd'hui, on veut soumettre au congrès des projets de loi pour demander aux capitalistes des retraites ouvrières. »

D'ailleurs, le principe faisant que chaque syndicat dispose d'une voix renforce l'idée de fédéralisme, d'assemblage uniquement pratique, d'union dans l'esprit de combat. Pour cette raison, le programme de la CGT consiste en des mobilisations pour l'action et en des actions pour la mobilisation.

L'action directe et l'écrasement par l'État

La grande mobilisation de la CGT dans un esprit d'action directe est en faveur de la journée de huit heures. Reprenant le principe de la manifestation du premier mai à la social-démocratie, la CGT compte en faire une démonstration de force en 1906. A partir de cette date, les travailleurs sont censés arrêter de travailler à la huitième heure.

Dès 1905 le processus de propagande intense est en cours ; le texte suivant fut diffusé par affiche à cent mille exemplaires :

« Nous voulons la journée de huit heures. La réduction de la journée de travail s'impose, tant au point de vue physique que moral et social. Il y a intérêt personnel et intérêt social - c'est-à-dire intérêt de solidarité - à réduire le plus possible la durée du travail. Que faut-il faire ? Devons-nous, comme on a eu trop tendance à le faire, continuer à nous en reposer sur le bon vouloir des législateurs ? Non ! De nous-mêmes doit venir, l'amélioration de notre sort ! Les libertés ne se mendient pas : elles s'arrachent de haute lutte ! Vouloir, c'est pouvoir. Voulons donc la journée de huit heures et nous l'aurons ! »

La CGT compte alors 2 400 syndicats pour 203 000 adhérents, soit le double de 1902 ; elle est ultra-minoritaire chez les travailleurs (4-5% seulement), mais elle a atteint une masse suffisante pour chercher à jouer la minorité agissante.

La catastrophe de la mine de Courrières le 10 mars 1906, faisant 1200 morts chez les mineurs, provoque alors une grande tension, 40 000 mineurs faisant grève avec également des affrontements dans la foulée. En avril, les grévistes sont 200 000 dans la métallurgie, le livre, le bâtiment, l'ameublement, la voiture.

Georges Clemenceau, président du conseil et ministre de l'Intérieur, fait alors en sorte d'écraser la manifestation du premier mai aux moyens de la police et de l'armée dans tout Paris, avec 800 arrestations, de nombreux blessés voire même des morts. Auparavant, il avait fait perquisitionner les locaux de la CGT, fait arrêter le secrétaire général et le trésorier.

Si les manifestations ont également eu lieu dans le Nord, ainsi qu'à Bordeaux, Brest, Toulon notamment, il faut attendre quelques jours toutefois pour qu'une nouvelle vague de grève

ressurgisse, avec 200 000 grévistes à Paris et un mouvement à Lyon. L'initiative s'enlise finalement rapidement, laissant la CGT avec la fierté d'avoir lancé un mouvement d'ampleur, mais sans le succès escompté.

Cela suffit néanmoins à maintenir l'option autocentrée initiale. Lorsque, après cet épisode, le guesdiste Victor Renard proposa au congrès d'Amiens en octobre 1906 que la CGT s'ouvre aux socialistes, sa motion fut littéralement écrasée, par 736 voix contre 34, avec 37 abstentions.

Ce sont donc les forces anarchistes qui prédominent à la CGT, avec une opposition réformiste ; au même congrès la motion antimilitariste et antipatriotique est votée par 488 voix contre 310 avec 49 abstentions. Georges Clemenceau prolonge alors la répression à l'occasion d'une séquence marquante.

En mai-juillet 1908 se tient à Draveil un mouvement grève de terrassiers, que les patrons tentent de casser avec des « jaunes ». La tension monte et la police tue deux grévistes, puis encore deux autres à bout portant dans une salle de permanence syndicaliste remplie de gens.

L'ensemble de la séquence va alors amener 667 ouvriers à être blessés et 20 à être tués, 4 l'étant (et 200 blessés) à Villeneuve-Saint-Georges le 30 juillet 1908 lors d'affrontements de plusieurs centaines d'ouvriers avec plusieurs régiments de cavalerie.

C'était le point culminant d'une fuite en avant dans « l'action directe » de la CGT, avec en sous-main l'action de l'agent provocateur Lucien Métivier, agissant directement sur les ordres de Georges Clemenceau pour mettre de l'huile sur le feu.

Le gouvernement en profita pour arrêter 31 dirigeants de la CGT ; l'appel de la CGT à la grève générale pour le 3 août fut dans un tel contexte une défaite. Le gouvernement fit en sorte que le patronat lâche un peu de lest pour que le travail reprenne, avant d'annoncer une amnistie au début de l'année 1909.

Il faut noter ici le rôle d'Aristide Briand, ancienne figure syndicaliste révolutionnaire devenu Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes de Georges Clemenceau.

C'était une défaite pour la CGT et en conséquence, à son congrès de Marseille en octobre 1908, les réformistes prennent le dessus aisément en l'absence des dirigeants syndicalistes révolutionnaires et dans l'atmosphère de défaite.

De 1909 à 1914

L'échec de la direction syndicaliste révolutionnaire amena les réformistes à maintenir la CGT dans une même perspective, mais sans la confrontation par l'action directe. Émile Pouget, qui dirigeait l'hebdomadaire de la CGT *La Voix du Peuple* depuis sa fondation en 1900, est mis de côté en 1909.

L'action directe de la CGT était marquante, mais trop de défaites s'étaient accumulées. Il y a eu des centaines de révocations et le gouvernement a été en mesure de réaliser trop de contre-interventions. Lors de la grève totale des électriciens de mars 1907 à Paris, ce sont ainsi les soldats du génie envoyés par le gouvernement qui se voient appelés pour rétablir le courant.

Émile Pataud, dirigeant syndicaliste révolutionnaire des électriciens, peut encore pour quelques temps avoir ses heures de gloire, la presse le surnommant le « Roi de l'ombre » ou encore le « Prince des ténèbres » pour ses actions coups de poing, comme lors du banquet à l'Hôtel Continental du ministre du travail René Viviani en mars 1909.

Le gouvernement met toutefois fin à la récréation sous peine de prison, ce à quoi il échappe en fuyant en Belgique en 1910 pour avoir tenté une opération de soutien à la grève des cheminots, amenant l'intervention de l'armée. Il fréquente alors Émile Janvion, un autre syndicaliste révolutionnaire passant à l'extrême-droite, les deux étant finalement exclus de la CGT.

Même la grande révolte des viticulteurs et vigneron en mai-juin 1907, notamment contre les vins trafiqués, est à la fois réprimée et intégrée, malgré son ampleur (50 000 personnes à Narbonne, puis 150 000 à Béziers, enfin 700 000 à Montpellier).

L'instauration des retraites ouvrières et paysannes en 1910, même de manière très partielle, ouvre de plus un espace aux revendications syndicales.

La nomination de Léon Jouhaux au poste de secrétaire de la Confédération générale du travail reflète alors la nouvelle mise en perspective. La CGT ne change rien à son identité : lorsque sort la nouvelle revue *La Vie ouvrière* en octobre 1909, elle se définit comme syndicaliste révolutionnaire et antiparlementaire.

Seulement, à l'image de Léon Jouhaux qui sera secrétaire de la CGT jusqu'en 1947 puis de la CGT Force Ouvrière jusqu'en 1954, le réformisme prime sur l'anti-Etatisme, même si celui-ci est assumé.

Un fait majeur ici est la fin des fédérations de métier, qui laissent entièrement la place aux fédérations d'industrie. Le développement du capitalisme français anéantit de fait le terrain des toutes petites entreprises, terreau du syndicalisme révolutionnaire.

De même, les Bourses du travail s'effacent officiellement en 1913 devant les unions territoriales, au niveau du département. L'idéal de la contre-société se maintient, mais le terrain pratique propice à la fraction la plus dure a disparu.

La CGT est alors constituée, mais n'existe donc que comme structure semi-syndicale, avec une prétention sociale anti-politique et rétive aux interventions de l'État. Elle vit parallèlement à la société, et lorsque la guerre de 1914 arrive, elle se plie au mouvement, écrasée par la pression.

Celui-ci signifie également son effondrement. La CGT a 400 000 adhérents en 1908, 450 000 en 1912, mais 300 000 en 1914 et même seulement 50 000 en 1914 avec la mobilisation. De plus, la CGT ne représente de ce fait que la moitié des syndiqués, ceux-ci ne représentant qu'une toute petite partie des travailleurs.

Condamnée à l'absence d'impact, la CGT avait toutefois donné naissance au principe de la minorité agissante opérant sur le terrain syndical, avec éventuellement une prétention à former une société nouvelle qu'elle représenterait elle-même en miniature. En apparence un syndicat, la CGT était une structure « syndicaliste révolutionnaire ».